



INITIATIVE DE L'IGAD POUR LA RESILIENCE DE LA CATASTROPHE ET SA DURABILITE (IDDRSI)

DJIBOUTI

ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN OUVRE DE RESILIENCE DU PAYS

Djibouti
Mars 2021

Préparé par le Groupe d'Experts Nationaux d'IDDRSI

Sommaire

1. Abréviations	3
2. Résumé Exécutif	4
3. Introduction	5
4. Progrès de la mise en œuvre depuis la dernière réunion du PSC	6
• 4.1 Mise à jour sur l'avancement des projets.....	6
4.1.1 Programme de Résilience à la Sécheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne d’Afrique (DRSLP I et DRSLP III).	6
• Programme de Résilience à la Sécheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne de l’Afrique (DRSLP I).....	7
- La promotion de la production animale et des moyens de subsistance durables dans les régions arides et semi-arides de la Corne de l’Afrique ;	11
- L’amélioration de la sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté des populations ;	11
- L’intégration économique et institutionnelle régionale renforcée.	11
4.1.2 Projet de Renforcement des Moyens de Subsistance et de Réduction de la Vulnérabilité des Communautés Pastorales en République de Djibouti (PRMSRVCP) .	13
Description	13
4.1.3 : PROGRAMME D’ADAPTATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES RURAUX AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (RLACC)	19
4.1.4. Programme KFW.....	21
Description	21
4.1.5. Programme de Gestion des Ressources en Eaux et Sols PROGRES	21
Description	21
4.1.6. Programme d’Appui à la Réduction de la Vulnérabilité dans les zones de pêches côtières (PRAREV)	23
Description	23
5. Mise à jour sur les progrès de la mise en œuvre des recommandations de la PSC.....	33
6. Défis et leçons apprises	33
7. Recommandations et voie à suivre.....	34

1. Abréviations

ASAL	Terres Arides et semi arides
AUC	Commission syndicale
BAD	Banque africaine de développement
CEWARN	Mécanisme d'Alerte Précoce et d'Intervention en cas de Conflit
CSADR	Cluster sur la sécurité alimentaire et le développement rural
COMESA	Marche commun des pays de l'Afrique de l'est et sud
DPP	Document de Programmation Pays
DRSLP	Programme de résilience et durabilité des mode de vie
CEA	Communauté Est-Africaine
EUR	Euro
FAO	Organisation de l'alimentation mondiale
HOA	Corne de l'Afrique
CPACI	Centre de Prévision et d'Applications du Climat de l'IGAD
IDDRSI	Initiative de résistance et de durabilité des catastrophes de la sécheresse de l'IGAD
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ILRI	Institut International de Recherche sur l'Élevage
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
FIDA	Fonds international de développement agricole
ONG	Organisations non gouvernementales
MAEPE-RH	Ministère de l'Agriculture de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques
CEP	Cellule d'Exécution des projets
ONU	Organisation des Nations unies
PDCP	Programme de Développement de la Communauté Pastorale
PIA	DOMAINES D'INTERVENTION DU PROGRAMME
PIN	Programme d'investissement public
RNRS	Rapport National sur la Résilience à la Sécheresse

2. Résumé Exécutif

Le document de programme pays a été révisé et valide en Juillet 2019 pour l'exécution de la stratégie de résilience à la sécheresse. Les lignes directrices de l'objectif attendu du DPP, qui était de présenter des actions cohérentes pour répondre aux besoins de l'ensemble des communautés touchées pour renforcer la politique de développement durable en introduisant des mesures de prévention et de gestion des risques afin de réduire la vulnérabilité des populations aux aléas naturels et d'améliorer la sécurité alimentaire. Tous les projets et programmes en cours et prévus sont conformes aux domaines d'intervention prioritaire de l'IDDRSI indiqués dans le DPP.

La communauté internationale a montré un intérêt pour le DPP de Djibouti et combine actuellement les 8 composantes de ses programmes et a déjà commencé à financer la mise en œuvre des domaines prioritaires du DPP.

Dans le cadre d'IDDRSI, le gouvernement de Djibouti, sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche chargé des ressources marines, qui est le point focal IDDRSI, préconise une solide approche participative (de la base au sommet) dans toutes les interventions destinées à être entreprises dans le pays. Dans un premier temps, Outre la gestion des ressources naturelles, la priorité est donnée aux activités dans les corridors pastoraux (routes de pâturage et routes commerciales) et la fourniture des services de base suivra probablement la mobilité des groupes cibles (services vétérinaires mobiles, cliniques mobiles, etc.). Il est clair que les pasteurs ont développé leurs modes de vie traditionnels en matière de résilience aux sécheresses. Ils connaissent leurs pâturages à chaque saison et les points d'eau en période de stress. Cette expérience a été transmise de génération en génération. Les mouvements réguliers d'animaux et de personnes dans le pays et à travers les frontières internationales facilitent leur recherche dans l'espace au-dessus des ressources naturelles limitées (eau, pâturage et parcours).

Les projets de la première génération (DRLSP I & III, Dry land, PROGRESS, PRAREV, etc.) avancent bien et les impacts sont visibles sur le terrain. La mise en œuvre des projets ne posait pas de problème majeur, à l'exception des retards enregistrés dans le projet DRY LAND par rapport au plan de travail du projet. Tous les autres projets sont sur la bonne voie. Le pourcentage actuel de décaissement de DRLSP I est de 100% tandis que le DRLSP III a atteint 38% de décaissement.

Djibouti est pleinement engagé à renforcer la coopération et le développement transfrontaliers, y compris les engagements politiques. Les programmes de résilience et les investissements dans ces domaines partent du principe que les communautés sont homogènes, partagent des ressources, des moyens de subsistance, des cultures et interagissent librement, quelles que soient les frontières nationales. Les zones transfrontalières manquent d'investissements sociaux et économiques. Les ressources naturelles ont été négligées et soumises à une exploitation excessive et à une utilisation abusive, entraînant une perte massive de biodiversité.

Dans le cadre du projet SC II, qui a comme principal but de renforcement de capacité pour améliorer la coordination du programme IDDRSI. Le groupe d'experts nationaux a été créé et les deux premières réunions ont été organisées sous l'égide de l'IGAD. Deux réunions du

comité directeur ont été également organisées. Deux missions du terrain pour suivi et évaluation de projet phare de résilience

3. Introduction

La République de Djibouti est un pays situé à la Corne de l'Afrique avec une population de 818.159 habitants (source du recensement RGPH¹) sur une superficie de 23.200 Km², dont elle partage une frontière terrestre avec l'Ethiopie, l'Erythrée, la Somalie et maritime avec le Yémen.

Le pays est caractérisé par un climat aride à semi désertique qui rend le pays extrêmement vulnérable aux sécheresses et à la rareté de l'eau. Les précipitations sont irrégulières, avec une moyenne annuelle de l'ordre **150-300 mm** qui varie selon les régions du pays. Les températures moyennes sont comprises entre 17° et 42° avec des taux d'évapotranspiration de l'ordre de 2000 mm par an.

De part sa position géographique et ses spécificités climatiques, Djibouti est exposé à de nombreux aléas naturels : (i) sécheresses aiguës survenant environ tous les 4 ans depuis 1996 ; (ii) fortes inondations revenant en moyenne tous les 10 ans; (iii) fréquents séismes atteignant des magnitudes de 4 à 5 sur l'échelle de Richter ; (iv) volcanisme dans la région de la dépression d'Afar ; et (v) incendies liés aux périodes sèches prolongées.

Le pays fait face depuis 2007 à une sécheresse chronique sans précédent qui a gravement affecté plus de 120 000 personnes dans les zones rurales soit 50% de la population rurale et 15% de la population totale.

Les moyennes de précipitations à Djibouti sont estimées à seulement 130 mm par an, alors que la moyenne annuelle en Afrique de l'Est est de 250 mm.

Le seuil théorique de rareté fixé par la Banque Mondiale à 1000 m³ par habitant et par an place la République de Djibouti, avec moins de 270 m³ d'eau douce par an et par habitant en 2009, parmi les pays les plus pauvres en matière de potentialités hydriques.

En dépit des efforts considérables des interventions du programme pays IDDRSI de Djibouti (2012/2017), la situation pour la République de Djibouti reste d'actualité.

¹RGPH: Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

Compte tenu de l'impact des faibles précipitations la saison actuelle de *Diraac/Soughoum* (Mars-Mai) qui constitue les pluies intermédiaires en termes de volume et du début de la période de soudure, il faut s'attendre à une détérioration de la sécurité alimentaire au cours des six prochains mois. De plus, l'afflux massif de réfugiés provenant principalement du Yémen et de la Somalie contribue à l'augmentation des besoins humanitaires.

Djibouti se caractérise par une économie duale. D'un côté, on trouve un secteur moderne, basé sur des revenus de rente provenant des ports et des bases militaires louées par des contingents étrangers pour l'environnement urbain. D'autre part, le milieu rural n'a pas accès aux services de bases. L'économie est axée sur les services, notamment les transports et services connexes, en raison de la position géostratégique du pays dans le golfe d'Aden, au carrefour de corridors maritimes importants pour l'acheminement de biens et de pétrole. La construction, l'hôtellerie et les télécommunications se développent, mais leur poids reste marginal.

Les pasteurs de Djibouti ont développé des stratégies d'adaptation distinctes, par exemple: la mobilité des troupeaux accompagnés du groupe d'âge des jeunes hommes en tant que bergers; les femmes, les enfants et les hommes âgés restant dans les camps de base, élèvent des animaux et produisent du lait; utilisation extensive des sols et systèmes de rotation simples permettant la réhabilitation des pâturages; La propriété foncière commune favorise la mobilité nécessaire, mais les droits d'usufruit limités ont exclu les étrangers et donc empêché le surpâturage. La disponibilité limitée en eau a contribué à limiter le nombre de têtes de bétail, empêchant à nouveau le surpâturage.

4. Progrès de la mise en œuvre depuis la dernière réunion du PSC

- ***4.1 Mise à jour sur l'avancement des projets***

4.1.1 Programme de Résilience à la Sécheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne d'Afrique (DRSLP I et DRSLP III).

Le projet est financé par la Banque africaine de développement (BAD) pour une contribution totale de 17 millions de dollars pour la phase I et 18 autres millions dans la phase III. Le premier est un don et le second est un prêt. Les projets ont comme objectifs l'amélioration de la résilience à la sécheresse et aux changements climatiques et le développement des moyens d'existence durable pour les éleveurs nomades et les agro-éleveurs.

• ***Programme de Résilience à la Sécheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne de l'Afrique (DRSLP I)***

Description

Dénomination du projet	Programme de Résilience à la Sécheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne de l'Afrique (DRSLP I)
Mise en œuvre du projet	Cellule d'Exécution du projet (CEP/ MAEPE-RH)
Bailleur de Fonds	Banque Africaine de Développement et Gvt djiboutien
Pays	Djibouti
Domaine prioritaire	Aménagements Hydrauliques et Pastorales (SAHP)
Objectif global : L'objectif du projet est d'aider le pays à développer ses capacités d'atténuation et d'adaptation afin de réduire son exposition aux effets néfastes des changements climatiques, particulièrement celles des populations nomades et des agro-éleveurs.	
Différentes composantes du Projet	1. Développement et gestion des Ressources en eau 2- Amélioration de la filière élevage et développement des moyens de subsistance durables rural 3- Appui à l'amélioration des conditions de vie
Zone d'intervention :Le projet est réalisé dans les bassins versants de Beyya-dader (région d'Ali-Sabieh), Gaggade-Derela (région de Dikhil) et de Weima (région de Tadjourah-Obock). Des actions de développement de la pêche artisanale seront menées à Djibouti et à Loyada (Région d'Arta).	
Bénéficiaires :Les bénéficiaires directs du projet seront les éleveurs nomades et les agro-éleveurs, soit environ 10000 ménages, vivant dans les trois bassins ainsi que le personnel des Ministères techniques qui verront leurs capacités renforcées	
Période :	Février.2013-Juin.2017 Clôture Révisée : Septembre .2019

Les principaux résultats obtenus pour la période considérée sont :

Gestion des ressources naturelles et de l'environnement (PIA 1)

180 petits périmètres irrigués ont été appuyé dans la zone de Weima région de Tadjourah et de Beyya-Dader région d'Ali-Sabieh par la réhabilitations des ouvrages suivants; 77 Réservoirs d'eau de 32m³; 15 réservoirs 50m³ ; 9 Seuil de recharges des nappes inféroflux; 89 Puits cimentés; 75 Pompes solaires; 53 kits d'arrosages; 53 Serres; 2 stations de conditionnement construits; 1 retenue d'eaux; 2 citernes enterrées.

La réhabilitation/construction des différents ouvrages hydrauliques a eu un impact positif à court termes sur l'amélioration des conditions de vie de la population car la multiplicité des points d'eau ont permis un allègement de la corvée d'eau des ménages. Les eaux sont utilisées

pour la consommation des bétails ainsi que l'irrigation des jardins agricoles. Les seuils de recharge offrent la possibilité de cultiver hors saison et ont augmenté la production agricole.

Access aux marché, commerce et services financiers(PIA 2)

25 Km de route rurale réhabilitée à Assamo dans la région d'Ali-Sabieh, de comprennent: 25km de longueur, 7 m de largeur, 122 ouvrages de radiers. Cette réhabilitation de la route a eu un impact significatif à court terme sur le développement socio-économique du village agricole d'Assamo et a permis le désenclavement du village. Également, les coûts de transports des produits agricoles et des personnes ont été réduits, ce qui a accru les échanges commerciaux entre le village d'Assamo et la ville d'Ali- Sabieh. Ce rapprochement a permis d' avoir un effet multiplicateur en augmentant le revenu des producteurs agricoles grâce à l'accroissement de la part de la production agricole destinée au marché et à la création d'emplois agricoles et non agricole. Il est à souligné que depuis, **75 PPI** ont été créé dans le village d'Assamo et à ses alentours. Des activités génératrices ont été créée aussi tel que des restaurants, des boutiques etc...

Les travaux de construction d'une Hall de criée au port de pêche a été complète. Dans le cadre de l'Acquisition et d'installation des équipements de froid et de réseaux AEP aux ports de pêche de Djibouti et de Loyada, L'entreprise a installée: deux groupes électrogènes à Loyada et Port de Pêche. Deux chambres froides au port de pêche de Djibouti et au port de pêche de Loyada. Une machine à glace au port de pêche de Djibouti.

Diversification de la production et de moyens de production améliorés. (PIA 3),

Le projet à procéder à l'acquisition et distribution d'intrants agricoles et fourragères (engrais, semences, etc.) et petits outillages agricoles aux agro éleveurs. La distribution avait ciblé 180 agriculteurs soit 60 dans la zone d'Assamo et 120 dans la zone de Weima.

le projet à procéder à l'acquisition et distribution des chèvres locales et boucs exotiques et produits vétérinaires, produits de déparasitage et suppléments nutritifs, dans ce cadre le projet a distribue i) 45 boucs et chèvres exotiques améliorées du Kenya de race Alpine et Saanen, d'âge environ : 07 à 15 mois et de poids : 20 à 30 kg, 17 ii) Des produits vétérinaires de

prévention et curatives pour les bétails, ces produits sont le bleu de méthylène, le Tylosin, l'Alendazole, l'Ectopor et la vitamine B d'injection et l'alimentation animale nécessaires pour une durée d'une année à savoir le foin, le maïs concassé et les sels minéraux. Le fournisseur a livré les 500 chèvres locales qui ont été distribués aux bénéficiaires.

Le projet a finalisé les travaux de construction des 27 poulaillers et distribués aux 135 femmes avicultrices ciblées lors de travail d'identification effectué avec les partenaires techniques. 1540 pondeuses, alimentation et produits vétérinaires ont été livrés pour l'ensemble de cinq régions à savoir Tadjourah, Ali-Sabieh, Dikhil, Obock et Arta.

La formation pour l'amélioration de technique culturale a été finalisé et à l'issue de cette formation 180 agro éleveurs ont été formés dans les trois bassins versant (weima, beyya - Dadder et de GaggaDerela), parmi ces bénéficiaires 30 sont des femmes.

Dans le cadre de Renforcement des capacités des avicultrices et encadrement technique, 135 femmes avicultrices ont été ciblées par la formation soit 85 dans la zone sud (région d'AliSabieh, Arta et Dikhil) et 50 dans la zone Nord (Tadjourah et Obock). La formation a porté sur deux thématiques notamment sur i) la conduite de l'élevage avicole, la santé, la reproduction, ii) et la commercialisation

- **Programme de Résilience à la Sécheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne de l'Afrique III (DRSLP III)**

Le Programme De Résilience à La Sécheresse et De Développement Des Moyens De Subsistance Durables dans Les Pays de la Corne d'Afrique Contribue à :

- La promotion de la production animale et des moyens de subsistance durables dans les régions arides et semi-arides de la Corne de l'Afrique ;
- L'amélioration de la sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté des populations ;
- L'intégration économique et institutionnelle régionale renforcée.

Description :

Dénomination du projet	Programme de Résilience à la Sécheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne de l'Afrique III (DRSLP III)
Mise en œuvre du projet	Cellule d'Exécution du projet (CEP/ MAEPE-RH)
Bailleur de Fonds	Banque Africaine de Développement et Gvt djiboutien
Pays	Djibouti
Domaine prioritaire	Aménagements Hydrauliques et Pastorales (SAHP)
Objectif global : L'objectif du projet est d'aider le pays à développer ses capacités d'atténuation et d'adaptation afin de réduire son exposition aux effets néfastes des changements climatiques, particulièrement celles des populations nomades et des agro-éleveurs.	
Différentes composantes du Projet	1. Gestion des ressources naturelles 2. Accès aux marchés et commercialisation 3. Appui à la diversification des revenus
Zone d'intervention : Le projet PRSDMSD III-Djibouti vise à étendre les actions entamées au niveau de la région d'Ali Sabieh (BV de Beyya Aday, Dedey Weyn et Barislé), la région d'Arta (BV de Douga et Damerjog) et la région de Dikhil (sous-bassins versants de Mouloud, d'Aroua et de Harou).	
Bénéficiaires : Les bénéficiaires du projet concernent 10 000 ménages correspondant à environ 60 000 éleveurs, agro-pasteurs, et petits pêcheurs dont 51% de femmes, auxquels il faudra ajouter les autres acteurs des filières agriculture, élevage, et des secteurs connexes. Le projet ciblera essentiellement les populations hommes et femmes les plus vulnérables, notamment les petits producteurs, les éleveurs et agro-pasteurs et les pêcheurs artisanaux et les femmes intervenant dans la transformation et commercialisation des produits halieutiques	
Période :	Novembre 2015-Décembre 2020

Ainsi, les principaux résultats obtenus pour la période considérée sont :

- Étude technique complètes d'aménagement de cinq (5 bassins) versants et trois (3) sous bassins versants et des forages et systèmes d'alimentation en eau potable associées dans les régions d'Ali-sabieh, d'Arta et de Dikhil.

- L'équipe du bureau du consultant a transmis les rapports APS de d'aménagement de cinq (5 bassins) versants. La CEP a analysé les rapports et a remis les commentaires.
- Le consultant a remis également les rapports APD et le DAO des travaux d'aménagement des trois sous-bassins versants. La CEP a demandé de compléter les dossiers par rapport à des manquements observés dans les rapports et DAO.
- Le Groupement du bureau du consultant a remis un rapport géophysique et le DAO de réalisation des trois forages. Les dossiers ont fait l'analyse de la CEP et une copie des documents a été remise à la Direction de l'Hydraulique Rurale du Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques. Les commentaires conjoints de la CEP et de la DHR ont transmis au groupement pour prise en compte.
- Étude socio-économique de référence
- L'étude de référence socio-économique a été finalisée et le rapport du consultant a été reçu par le projet.

4.1.2 Projet de Renforcement des Moyens de Subsistance et de Réduction de la Vulnérabilité des Communautés Pastorales en République de Djibouti (PRMSRVCP)

Description

Le Projet de Renforcement des Moyens de subsistance et de réduction de la vulnérabilité des Communautés Pastorales en République de Djibouti (PRMSRVCP), fait partie du programme Régional des terres Arides d’Afrique de l’Est (EARDP) approuvé en avril 2012 par la Banque Islamique de Développement (BID).

Le Projet a été conçu pour aider à la réduction des vulnérabilités. Le projet a été conçu pour aider à la réduction des vulnérabilités et au renforcement de la résilience des communautés pastorales des villages de Daasbiyo dans la région d’Ali-Sabieh et de Khor Angar dans la Région d’Obock. Le lancement officiel du projet a été effectué le 03 Septembre 2014.

Les deux principaux résultats attendus du projet sont :

- Augmentation des productions agricole, animale et halieutique ;
- Amélioration de l’accès aux soins de santé et à l’éducation et réduction de la mortalité maternelle et infantile.

Le PRMSRVCP, vise à réduire la vulnérabilité des pasteurs et à protéger leurs moyens d’existence, à renforcer la résilience et à accélérer la réalisation des OMD. Il est financé par la Banque Islamique de développement (BID) à hauteur de 10 million de dollar.

Le principal objectif du projet est d’améliorer le revenu, le bien-être et la gestion des ressources naturelles de façon durable et de réduire la vulnérabilité des populations des villages de Dassbiyo dans le sud du pays et de Khor Angar au nord. Les principaux indicateurs de performance du projet sont : (i) augmentation des productions agricole, animale et halieutique ; (ii) amélioration de l’accès aux soins de santé et à l’éducation et réduction de la mortalité maternelle et infantile.

Au cours de ce premier trimestre de l’année 2020, les principaux faits marquants dans la mise en œuvre du projet peuvent se résumer comme suit :

Composante 1 : Appui aux systèmes de production communautaire

Durant ce trimestre, les activités réalisées et les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de cette composante ont porté sur :

- **La réception des caprins importés et leur mise en quarantaine à Djibouti**

Le fournisseur a acheminé les 75 caprins de races Alpine et Saanen qui, ont été immédiatement placés en quarantaine conformément à la réglementation sanitaire en vigueur en République de Djibouti. (Voir les images ci-dessous des caprins en quarantaine)

- **La finalisation du processus d'attribution du marché relatif aux travaux de réhabilitation des périmètres agricoles et de micro barrages à Daasbyo**

La Commission Nationale des Marchés Publics (CNMP) au cours de sa session tenue le 26 février 2020, a décidé d'adjuger ledit marché à l'entreprise « DAACH Construction » pour un montant de **159 885 100 DJF**, soit environ **899 641 USD** avec un délai d'exécution de neuf (09) mois. Le rapport d'évaluation a été transmis à la BID pour avis de non objection avant d'engager le processus de signature du contrat d'exécution desdits travaux.

- **La validation par la BID de l'attribution du marché relatif à l'installation de la fabrique de glace et d'une chambre froide à Khor Angar**

L'UGP a reçu le 23 Février 2020 l'avis de non objection de la BID pour engager le processus de signature du contrat d'exécution de ces travaux par la société « **Les Halles Trading SARL** » dont, l'offre a été jugée conforme par l'évaluation de la CNMP au cours de sa session du 18 Septembre 2019.



2.2. Composante 2 : Education

Pour ce qui est de l'état d'exécution de cette composante, le processus de sélection par la CNMP des deux entreprises chargées des travaux de réhabilitation et d'extension des écoles de Daasbyo et de Khor Angar a été finalisé le 17 Mars 2020 avec l'obtention de l'avis

de non objection de la BID. Les deux entreprises adjudicataires des marchés sont : l'entreprise « DAACH » pour les travaux de l'école de Daasbyo pour un montant de **64 622 450 DJF**, soit **363 617 USD** et l'entreprise « MHA » pour les travaux de l'école de Khor Angar pour un montant de **78 464 500 DJF**, soit **441 504 USD**. Le processus de préparation et de signature des contrats a été enclenché immédiatement afin de pouvoir démarrer les travaux à la fin de l'année scolaire.



Véhicule de transport scolaire remis au MEN



Salles de classe en construction à l'école de Daasbyo

2.3. Composante 3 : Santé et nutrition

Au cours de ce 1^{er} trimestre de l'année 2020, les deux dossiers d'appel d'offres pour les travaux de réhabilitation et d'extension des postes de santé de Daasbyo et de Khor Angar ont évolué positivement avec les attributions des marchés par la CNMP le 22 janvier 2020 et l'obtention le 17 Mars 2020 de la non objection de la BID pour approuver les rapports d'évaluation des soumissions de la CNMP. . Ainsi, il a été procédé à la préparation des contrats entre l'UGP et les entreprises sélectionnées à savoir : l'entreprise « ALMOUMIN » pour le montant de **25 515 000 DJF**, soit **143 568 USD** concernant les travaux du poste de santé de Daasbyo et l'entreprise « MATARA » pour ceux du poste de Khor Angar pour le montant de **23 562 400 DJF**, soit **132 581 USD**.



Ambulance offerte au Ministère de la santé



Centre de santé de Daasbyo réhabilité (salle d'attente + laboratoire)

2.4. Composante 4 : Infrastructures

Au cours de ce 1^{er} trimestre de l'année 2020, trois faits marquants ont été enregistrés par le projet dans le cadre de la mise en œuvre de cette composante, à savoir :

- **La signature du contrat avec la Direction de l'Hydraulique Rurale (DHR) pour l'exécution des travaux de la conduite d'eau entre les villages de Hammar et de Khor Angar.**

Après l'approbation par la BID du projet de contrat entre l'UGP et la DHR pour la réalisation de 17 km de conduite d'eau entre Hammar et KhorAngar, les deux parties ont procédé à la signature dudit contrat, portant sur un montant de **87 083 290 DJF**, soit **49 0000 USD** pour un délai d'exécution de 9 mois.

- **La finalisation du processus d'attribution du marché relatif à la fourniture et à l'installation de kits photovoltaïques individuels et de lampadaires solaires pour l'éclairage public à Daasbyo et à Khor Angar**

La CNMP, lors de la tenue de sa session du 25 Février 2020, a sélectionné l'offre de l'entreprise « TANI/AE » pour exécuter ledit marché pour le montant de **45 430 000 DJF**, soit environ **255 625 USD** et un délai d'exécution de 6 mois. Le rapport d'évaluation a été envoyé à la BID pour son avis de non objection.

- **La finalisation du processus d'attribution du marché relatif à la construction d'un magasin communautaire et de 15 latrines rurales à Daasbyo**

A la fin du processus de sélection, ce marché de travaux a été attribué par la CNMP en sa session du 11 Février 2020 à l'entreprise « ASSAMO » pour le montant de **11 202 400 DJF**, soit **63 033 USD** et le délai d'exécution fixé est de 6 mois. La signature du contrat d'exécution devant intervenir après l'obtention de l'avis de non objection de la BID.

- **La finalisation du processus d'attribution du marché relatif à la construction de 15 latrines rurales à Khor Angar**

Au cours de cette même session de la CNMP du 11 Février 2020, après l'évaluation des offres reçues au titre de ce marché, celle de l'entreprise « MATRA » a été retenue pour le montant de **8 042 500 DJF**, soit **45 253 USD**.



Cérémonie officielle de réception des travaux d'adduction d'eau potable à Dassbyo

2. 5. Composante 5 : Développement communautaire

Les actions initiées par le projet pour répondre à certains besoins exprimés par les associations des femmes pour exercer de nouvelles activités génératrices de revenu ont été poursuivies au cours de ce 1^{er} trimestre de l'année 2020 avec :

- **Le démarrage de l'exploitation des 5 poulaillers construits sur les sites de Faradil et Doureh (Daasbyo) et de Samallou et Lahassa (Khor Angar)**

Afin d'assurer une mise en exploitation efficace et pérenne des poulaillers, il a été fourni courant Mars 2020 à chaque poulailler : 10 poules, 2 coqs et environ 150 kg d'aliment pour volaille. Cette première dotation avait pour objectif de familiariser d'abord les bénéficiaires des poulaillers à l'exercice de la production avicole et à la gestion d'un poulailler avant de leur fournir les effectifs prévus en poules, coqs, alimentation et autres matériels nécessaires à l'entretien d'un poulailler.

Cette opération s'est déroulée, le 10 Mars 2020 dans la zone de Daasbyo et du 16 au 17 Mars 2020 dans la zone de Khor Angar.

- **La fourniture et l'installation de 15 congélateurs solaires à Khor Angar**

Les femmes de Khor Angar ont bénéficié de 15 congélateurs solaires d'une capacité de 200 litres en plus de l'installation de panneaux solaires et de batteries garantissant une grande autonomie de fonctionnement du congélateur sur toute la journée. (Voir ci-dessous les images de l'unité : 1 congélateur, 2 panneaux solaires et 2 batteries)

[4.1.3 : PROGRAMME D'ADAPTATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES RURAUX AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES \(RLACC\)](#)

Le projet a lancé l'appel d'offre pour le recrutement du consultant en charge de l'étude d'identification des leçons apprises. Le rapport d'évaluation de manifestation d'intérêt est transmis à la BAD le 27 Septembre pour ANO et des commentaires ont été faits. Le projet a révisé le rapport est retransmis à la BAD le 08 octobre 2020.

L'entreprise en charge des travaux d'aménagement hydroagricole de Dikhil à savoir NALCO a démarré les travaux. Elle a transmis les documents préalables, le dossier d'exécution du réservoir et l'implantation de la base de vie. Le projet a arrêté avec les entreprises les sites des démarrages ;

Dans le cadre de l'installation et équipement de trois (2) pépinières (Damerjog, Ambouli) et après la demande de relance de la BAD suite aux offres jugées infructueuses, le mode d'acquisition a été révisé en passant à un Appel d'offre à un marché gré à gré. Le 23 août, le projet a transmis le dossier pour approbation à la BAD qui a fait des commentaires. Le 06 octobre 2020 la banque a donné son avis de non objection sur la signature d'un marché gré à gré avec la SDSA.

Dans le cadre de travaux de réhabilitation de la piste d'accès Adailou, Defainetou, le démarrage des travaux retardé par l'entreprise China First en raison de la pandémie du COVID 19 a démarré au 2ème trimestre 2020. Lors de la réunion d'avancement des travaux, l'entreprise a évoqué des contraintes de démarrage des travaux le long du tracé à savoir des citernes construites, quelques petites habitations construites tous prêt des tracés de la piste, des jardins agricoles qui se sont agrandis et rapprochés du tracé. Il a été décidé de décaler le tracé vers le point le plus haut et de procéder à une légère modification. L'entreprise a soumis l'étude de coût financier et transmis au cabinet en charge de surveillance des travaux pour approbation.

A l'issu de la procédure de sélection de recrutement du cabinet pour Mission de Surveillance et de Contrôle des Travaux d'aménagement hydro-agricole des périmètres existants des sous-bassins versant de Mouloud, Harou et d'Arouo, le bureau d'Etudes MCG a été déclarée adjudicateur du marché. Le cabinet a fourni les différents rapports d'avancement des travaux.

4.1.4. Programme KFW

Description

Dénomination du projet	Fonds régional pour le renforcement de la résilience à la sécheresse
Mise en œuvre du projet	Cellule d'Exécution du projet (CEP/ MAEPE-RH) et le bureau de GOPA
Bailleur de Fonds	Banque Africaine de Développement et Gouvernement djiboutien
Pays	Djibouti
Domaine prioritaire	Aménagements Hydrauliques et Pastorales (SAHP)
Objectif du projet :	
<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les systèmes de production des pasteurs et agro-pasteurs - Diversifier les moyens de subsistance - Améliorer la résilience à la sécheresse des communautés 	
Différentes composantes du Projet	<ol style="list-style-type: none"> 1. Développement des ressources en eau 2. Gestion du bétail et des pâturages et développement de l'infrastructure 3. Les moyens de subsistance et les services de base alternatifs
Zone d'intervention :: A) Siyyarou / Yaguer (Djibouti) - Corridor Elidaar (Éthiopie); B) Gamarri / Amailé / Dakka / Gobaar / Eyla (Djibouti) - Couloir Afambo / Ayssaita (Éthiopie); etC) Sankal / Bakari / Galangalayta (Djibouti) - Couloir Woreda Ayshia (Éthiopie)	
Bénéficiaires : Les bénéficiaires du projet seront les communautés pastorales et agro-pastorales dans les corridors transfrontaliers sélectionnés du Cluster Dikhil. Il sera mis en œuvre sur le côté Djiboutien.	
Période :	Novembre 2018-Août 2022

4.1.5. Programme de Gestion des Ressources en Eaux et Sols PROGRES

Description

Dénomination du projet	Programme de Gestion des Ressources en Eaux et Sols
Mise en œuvre du projet	FIDA; ASAP; Gouvernement djiboutien
Bailleur de Fonds	DP-UCGP
Pays	MAEPE-RH
Domaine prioritaire	Aménagements Hydrauliques et Pastorales (SAHP)
Objectif global:- contribuer l'amélioration durable des conditions de vie et à la réduction de la pauvreté des communautés rurales dans les zones d'intervention du Programme - Accès à l'eau des ménages ruraux à l'eau et aux ressources locales, et leur résilience au changement climatique	

<p>Différentes composantes du Projet</p>	<p>1. Aménagement hydrauliques et environnementaux 1.1 Renforcement des capacités de planification et gestion locales 1.2 Mobilisation des eaux 1.3. Régénération et densification du couvert végétal</p> <p>2- Amélioration des revenus et services en milieu rural 2.1 Appui à l'amélioration et à la diversification des revenus 2.2 Accès à des services de base essentiel</p> <p>3- Coordination et Suivi-évaluation du Programme</p>
<p>Zone d'intervention comprenant les 13 parcours repartis en trois régions à savoir : 8 parcours de l'ancienne zone du PROMES-GDT ou il touchera les localités n'ayant pas bénéficié d'aménagements (Andaba-Madgoul, Day & périphérie et Karta - Assal à Arta. As. Eylal-Gobaad et Dakka- harrougo à Dikhil extension de parcours PROMES-GDT (Dorra-sak-Alol, Karta-Koussour-Koussour et Dakka -Alailou 5 nouveau parcours (Aylaadou-wabeyra, Malaho-Mounkour, Margoyta-Adgueno à Tardjourah. Arta & peripherie et Sankal - Bondara à Dikhil)</p>	
<p>Bénéficiaires : 11075 soit environ 66 400 personnes représentant 68% de la population de parcours ciblés</p>	
<p>Période :</p>	<p>2012-2024</p>

4.1.6. Programme d'Appui à la Réduction de la Vulnérabilité dans les zones de pêches côtières (PRAREV)

Description

Titre	Programme d'Appui à la Réduction de la Vulnérabilité dans les zones de pêches côtières	
Principaux Bailleurs	FIDA ; ASAP ; GVT	
Organe de mise en œuvre	DP-UCGP	
Tutelle	MAEPE-RH	
Siège et adresse	Bâtiment de la Direction de la Pêche sis, boulevard périphérique.	
Financement	ASAP (6,0 millions \$US, soit 45%); -FIDA (4,11 millions \$US, soit 30,8%); -Gouvernement (2,56 millions \$US, soit 19,2%), - Bénéficiaires (0,04 million \$US, soit 0,3%). -PAM (0,24 million \$US, soit 1,8%), - FAO (0,1 million \$US, soit 0,8%); - CPEC (0,08 million \$US, soit 0,6%); - CERD (0,2 million \$US, soit 1,5%) et	
Durée	6 ans	
Date d'entrée en vigueur :	1er Aout 2014	
Date de démarrage	Mars 2015	
Date d'achèvement	31 Décembre 2020	
Date de clôture	30 juin 2021	
Objectif global :	Appuyer les populations des zones côtières rurales affectées par les changements climatiques pour améliorer leur résilience et réduire leur vulnérabilité face à ces changements et promouvoir la cogestion des ressources marines	
Objectifs spécifiques	une augmentation de l'appropriation par la population côtière d'activités plus résilientes au changement climatique une grande partie des groupes cibles affectés par le changement climatique (CC) bénéficient du renforcement des coopératives et des associations une augmentation du revenu des bénéficiaires du Programme une augmentation des débarquements de poissons sans affecter l'état de la ressource	
Zone d'intervention (zones multirisques affectées par les effets du CC) :	La région de Tadjourah (Sagallou, Kallaf, Ambabbo; Ray salli et Assa Hougoub); La région d'Obock (Godoria, DalayAff, Khor Angar, Hammar, Moulhoule, Guéhere et Lâssa Les localités d'Arta, Loyada et Damerjog.	
Bénéficiaires :	Environ 107.000 personnes (15 300 ménages) soit 30% de la population rurale ou 15% de la population totale du pays	
Financement du programme par composante (en millions de dollars)		
Composante	Cout (en millions de dollars)	% des coûts de base
1. Appui à la résilience des habitats et du profil côtiers	4,01	34
2. Promotion des chaînes de valeur pêche	2,73	23
3. Renforcement des capacités	3,06	26
4. Coordination et Gestion du Programme	2,04	17
Coût total de Base	11,84	100
Imprévues physiques	0,40	3
Price Contingencies	1,10	9
Coût total du Projet	13,34	113

COMPOSANTE 1 : APPUI A LA RESILIENCE DES HABITATS ET DU PROFIL COTIERS

Mise en œuvre de la sous-composante 1.1 : Suivi de l'impact des écosystèmes marins et restauration des habitats côtiers

Activités	Coûts USD	Mode opératoire	Statut en fin DEC 2020	Observations
Résultat 1.1.1: Les stocks de poissons et la Prise Maximale Soutenable sont évalués				
Collecte des données fréquence des tailles - abondance des principales espèces - évaluation des Ressources Halieutiques	50 000	-Convention avec la FAO ; -Assistance technique pour la DP	En cours	Cette activité constitue d'évaluer les ressources halieutiques au niveau de débarquement du poisson. Le recrutement de l'assistance technique a été réalisé
Mise en place d'un système pour contribuer à l'évaluation de l'effort de pêche	N/A	- Convention avec la FAO	En cours	Mise en place d'un Protocole de collecte de données sur les captures et l'effort de pêche avec Art Fish et collecte des données par méthode indirecte.

Mise en œuvre de la Sous-composante 1.2 : Renforcement de la résilience du profil côtier

Activités	Coûts USD	Mode opératoire	Statut en fin DEC 2020	Observations
Résultat 1.2.2: Les récifs coralliens sont réhabilités et conservés / Les sites d'installation des bouées sont identifiés				
Suivi état des Récifs coralliens	7 908	Programmation, organisation et financement par le PRAREV des missions de suivi de l'état des Récifs coralliens	Réalisée	Une mission de suivi est réalisée et les données collectées sont analysées
Renforcement des capacités PRAREV/partenaires sur	18 315	Pour le renforcement des capacités des partenaires sur l'étude du suivi de l'état des récifs	Réalisée	L'AT est recruté et le rapport de cette mission est transmis

Activités	Coûts USD	Mode opératoire	Statut en fin DEC 2020	Observations
analyses des données récifs				
Installation des bouées	35 368	Délimitation des AMP	Réalisée	Activité est réalisée avec la DAM et DEDD et les bouées sont installées.

Mise en œuvre de la Sous-composante 1.3 : Augmentation de la disponibilité des ressources en eau

Activités	Coûts USD	Mode opératoire	Statut en fin DEC 2020	Observations
Résultat 1.3.1 Travaux d'aménagements réalisés				
Aménagements et travaux	239 617	En régie avec la DHR	En cours	Les travaux de construction des réservoirs sont finalisés et les équipements destinés à l'AEP ont été transportés sur site. Actuellement, 10 km de tranchées ont été creusées pour la pose des tuyauteries.
AT pour le suivi des travaux d'adduction	12 772	AT pour le suivi des travaux	En cours	AT en cours
Supervision des travaux d'adduction PRAREV	3 000	Missions de supervision et de suivi des travaux d'AEP	En cours	Deux missions de suivi des travaux d'AEP ont été réalisées jusqu'à présent et dont l'objectif était de faire un constat sur l'état d'avancement des travaux.

COMPOSANTE 2 : APPUI A LA CHAINE DE VALEUR PECHE**Mise en œuvre de la sous-composante 2.1: Appui à la production et conservation**

Activités	Coûts USD	Mode opératoire	Statut en fin DEC 2020	Observations
Résultat 2.1.1. Infrastructures et équipements résilients au CC sont disponibles				
Clôture- Construction d'une Halle à poisson à Obock	30 123	Appel d'offre national	Réalisée.	Les travaux de construction sont achevés à 100%. Un PV de réception provisoire est établi.
Construction d'une Halle à poisson à Tadjourah	129 783	Appel d'offre national	Réalisée.	Les travaux de construction sont en cours de finition. Réception provisoire réalisée en début du mois de juin 2020.
Constructions Débarcadères - Obock	684 274	Appel d'offre international	En cours.	Les travaux de construction du débarcadère d'OBOCK sont en cours.
Acquisition des chambres froides et des fabriques de glaces (Obock et le marché de Ryad)	405 964	Appel d'offre international	Réalisée	L'acquisition des équipements a été réalisée.
Construction de locaux pour le stockage de matériels de pêche à Loyada	39 438	Appel d'offre national	Réalisée	Containers de stockage mis en place et sont fonctionnels.
Équipements/O utilrages atelier réparation	28 485	Acquisition de petits matériels-	En cours	Acquisition des équipements en cours.

Acquisitions équipements solaires	200 943	Appel d'offre national	Réalisée	Installation effectuée à Loyada, Marché riyad, Arta plage, Sagallou et Kalaf/oulallis, Dalay af et godoria.
-----------------------------------	---------	------------------------	----------	---

Mise en œuvre de la sous-composante 2.2: Appui à la commercialisation

Activités	Coûts USD	Mode opératoire	Statut en fin DEC 2020	Observations
Résultat 2.2.1: Appui à la commercialisation				
Réalisation de scénarios (vidéos et textes) pour la promotion de la consommation des poissons	34 651	Activités de Sensibilisations	En cours	Activité en cours de réalisation- Campagnes de sensibilisation réalisée et sera diffusion via les canaux officiels tels que la RTD, Buuti tv, etc.
Construction de points de vente de poisson sur Arta Ville	3 854	Appel d'offre national	Réalisée	Construction réalisée- Ouverture du local réalisée

Mise en œuvre de la sous-composante 2.3: Services financiers

Les Activités de cette sous-composante sont relatives à la mise en place d'une ligne des crédits adaptée à l'activité économique de la pêche (crédit DERAK). Elle permettra aux acteurs de la pêche d'avoir accès au microcrédit d'une part, d'autre part, elle permettra aux CPEC concernées (CPEC du Nord et de Djibouti) d'étendre sa clientèle à un groupe encore inconnu. Elles concernent aussi le renforcement des CPEC à travers l'interconnexion des bureaux et des campagnes de sensibilisation/ formation à l'endroit des techniciens et des membres des coopératives. Ces activités se font également en partenariat avec l'ADDS qui supervise les travaux des CPEC à travers la Direction de la micro finance.

Des actions de sensibilisation et formation des acteurs du secteur de la pêche au produit "Crédit Déрак" ont été réalisées. Les Caisses ont déjà reçu plusieurs dossiers de demande de crédits et les 4 premiers crédits pour l'achat de moteurs hors-bords ont été alloués en octobre-novembre 2019. Au 30 Novembre 2020, 190 pêcheurs ont bénéficié de ce crédit. Les équipements pour le

suivi du crédit pêche (ordinateurs, 2 groupes électrogènes et 2 motos) ont été acquis et livré aux CPECs et le suivi et l'accompagnement des crédits ont été réalisés (160 bénéficiaires).

Mise en œuvre de la sous-composante 2.4: Etudes et assistance techniques

Activités	Coûts USD	Mode opératoire	Statut en fin DEC 2020	Observations
Résultat 2.4.1. Les Assistances techniques sont recrutées				
Recrutement consultant études techniques travaux (local vente Arta- 2 locaux pour femmes- salle de réunion PRAREV)	3 345	Recrutement sur base de sélection compétitive	Réalisée	Recrutement de l'AT réalisé
Recrutement consultant suivi travaux construction pêche Obock	6 381	Recrutement sur base de sélection compétitive	Réalisée	Recrutement de l'AT réalisé
Recrutement consultant suivi travaux construction pêche Tadjourah	9 375	Recrutement sur base de sélection compétitive	Réalisée	Recrutement de l'AT réalisé
Recrutement consultant suivi travaux débarcadères – Tadjourah et Obock	25 792	Recrutement sur base de sélection compétitive	Réalisée	Recrutement de l'AT réalisé
Expert en énergie solaire	10 983	Recrutement sur base de sélection compétitive	Réalisé	Recrutement de l'AT réalisé
Agents CPEC- Appui crédit pêche	15 280	Recrutements par les CPECs	Réalisée	Recrutement de l'AT réalisé

A- COMPOSANTE 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES

Mise en œuvre de la sous-composante 3.1. Développement de Politiques d'adaptation au changement climatique

Activités	Coûts	Mode opératoire	Statut en fin DEC 2020	Observations
Résultat 3.1.1: L'adaptation au changement climatique est intégré dans les Politiques et Stratégies nationales				
Sensibilisation et validation sur Le code de pêche	7 000		Réalisée	Code de pêche révisé. Un avant-projet a été rédigé
Résultat 3.1.2: Un Système de Cogestion des ressources halieutiques est mis en place				
AT national- Rapport sur une stratégie de Cogestion des ressources	13 375	Assistance technique pour la réalisation de la stratégie de cogestion	Réalisée	Un manuel de cogestion est élaboré. Le document a été partagé avec les différentes parties prenantes.
Sensibilisation sur les principes de cogestion	5 557	Avec la mise en place de la stratégie, les bénéficiaires sont été sensibilisés sur les principes de cogestion	Réalisée	Activité réalisée et une séance d'information/sensibilisation réalisée au bénéfice des agents de la DP et du PRAREV.
Appui à la mise en place du principe d'économie bleue Durable	15 000	TDR approuvé par le FIDA-AT sélectionné.	Réalisée	Activité réalisée ne partenariat avec le ministère de l'environnement- Les rapports sont disponibles

Mise en œuvre de la sous-composante 3.2. Renforcement institutionnel

Activités	Coûts USD	Mode opératoire	Statut en fin DEC 2020	Observations
Résultat 3.2.1. Les organisations impliquées dans le secteur de la pêche sont renforcées				
Réhabilitation des toilettes de la Direction de la pêche	5 318	Matériel et Equipement pour la DP	Réalisée	Toilette réhabilité

Appui au BGP	41 517	Le PRAREV apporte son appui au BGP à travers une convention.	Réalisée	La formation sur le logiciel TOMONITORING s'est déroulée avec la participation de tous les départements/projets du ministère. Les matériels informatiques tels que les serveurs ont été acquis et installés.
Appui en équipements aux organisations professionnelles de pêcheurs	15 000	Appui programmé au second semestre	Réalisée	Les équipements ont été acquis et la fourniture de ces derniers est en cours
Formation en gestion et développement des coopératives - Accompagnement et Coaching	34 000	Activité programmée au second semestre 2020	Réalisée	Activité réalisée
Formation des jeunes aux métiers de la pêche	41 966	Formation sur la navigation en mer – Et pour l'obtention des permis bateau	Réalisée	Cette activité a été réalisée en partenariat avec l'USAID.
Formation des pêcheurs en sécurité en mer	10 000	En collaboration avec la Direction des affaires maritimes Assistance technique individuelle	Réalisée	Cette formation s'est déroulée en parallèle à la formation sur la navigation en mer
Résultat 3.2.2 L'intégration du genre dans le secteur de la pêche				
Suivi convention MFF		L'Appui au MFF se fait à travers une convention	Non Réalisée	En attente de la transmission des rapports techniques et financiers afin de réviser la convention et

				finaliser les activités restante.
Appui aux femmes des petites localités	10 204	Appui aux femmes des localités rurales (Damerjog et DalayAf)	Réalisée	Deux locaux sont construits à Damerjog et à Dalayaf. Reste à outiller les locaux en machine à coudre et autres équipement nécessaire pour renforcer l'autonomisation des femmes.

Mise en œuvre de la sous-composante 3.3. Gestion des connaissances et Diversification

Activités	Coûts	Mode opératoire	Statut en fin DEC 2020	Observations
Résultat 3.3.1: Gestion des connaissances est promue				
AT communication et appui aux OP	17 280	Recrutement à base de CV. Termes des références réalisés	Réalisée	AT recrutée
Activités innovatrices d'appui à la résilience au CC	45 000	Appui aux OP dans l'intégration de nouvelles techniques	En cours	AT recruté. Une première mission de prospection a été réalisée par le consultant pour identifier les sites. Une seconde mission pour l'installation des techniques innovante est prévue pour le 5 décembre 2020.
Production de matériels de communication	15 557	Sélection d'un établissement retenu sur base concurrentielle	Réalisée	Les matériels de communications sont produits au besoin

Expert communication et montage vidéo	10 427	Recrutement à base de CV	Réalisée	L'expert est sollicité à chaque fois que c'est nécessaire
Scaling up et échange d'expérience	50 000	Voyage d'échange à l'étranger	Non réalisée	Planifiée en 2020 mais interrompue par l'urgence sanitaire internationale due à la pandémie COVID-19.
Résultat 3.3.2: Les comités de pilotage se réunissent et sont fonctionnels				
Indemnités des points focaux de la DFE et Dette Publique	800	Versement des indemnités pour les facilitateurs	Réalisée	Le comité de pilotage programmé deux fois dans l'année.
Fonctionnement des comités de pilotage nationaux et régionaux	5 000	Réunion CP	Réalisée	Les points focaux ont été régulièrement indemnisés

5. Mise à jour sur les progrès de la mise en œuvre des recommandations de la PSC.

Djibouti se félicite de la facilitation de l'IGAD pour le développement d'un S&E et d'un impact solides cadre d'évaluation des DPP et DPR révisés, qui devraient être alignés sur cadres de résultats régionaux, continentaux et mondiaux; et exhorte le Secrétariat de l'IGAD et Les États membres doivent entreprendre régulièrement des évaluations des performances aux niveaux national et infranational niveaux et continuer à renforcer le suivi et l'évaluation, pour assurer une suivi efficace des progrès à tous les niveaux; (11.1)

Djibouti avait renforcé le réseau national, infranational et transfrontalier mécanismes de coordination de la résilience dans le pays et a fourni un appui au renforcement des capacités du pays (11.2)

Djibouti a lancé un projet transfrontalier pour renforcer la résilience à la sécheresse pour les communautés transfrontalières entre Djibouti et le Somaliland. Il sera financé sur le budget national de Djibouti (11.4)

Djibouti a lancé une carte interactive 3W pour documenter les informations sur Projets liés à l'IDDRSI et partagés avec les parties prenantes de l'IDDRSI aux niveaux sous-national, national et niveau régional à des fins d'échange et de transfert de connaissances; (11.5)

Djibouti salue les plans et les progrès dans le développement de la prochaine phase de la Programmede résilience a la sécheresse et de moyens d'existence durables (DRSLP), financé par le Banque de développement; et confirme du Ministère des Finances de financer le projet pour la prochaine allocation du Banque (11.7)

6. Défis et leçons apprises

Il n'y a actuellement aucune ressource allouée à la création d'un mécanisme bien coordonné au point focal IDDRSI. Le renforcement des capacités institutionnelles est nécessaire tant au niveau central que décentralisé. Les partenaires de développement, sous la direction de l'IGAD, doivent soutenir la mise en place des structures de coordination éventuelles.

Les initiatives menées par les communautés elles-mêmes créent un sentiment d'appartenance et sont plus efficaces et durables. Cela implique souvent de changer les mentalités et de mettre en place un soutien externe pour les activités «kickstart». Dans le même temps, les communautés doivent disposer des connaissances nécessaires pour mettre en œuvre de nouvelles idées.

Bien que l'action «ascendante» soit plus durable, un soutien politique de haut niveau est également nécessaire pour créer un environnement propice à une large participation des parties prenantes (incluant les femmes et le secteur privé).

Le développement de zones transfrontalières est une nouvelle idée qui retient l'attention des partenaires de développement nationaux et internationaux. Les zones transfrontalières sont souvent isolées et difficiles d'accès en raison de la médiocrité des infrastructures routières. Le principal défi à relever consiste à mobiliser d'énormes ressources pour améliorer les services sociaux de base et d'autres infrastructures principales (telles que les routes). En outre, une collaboration et une coopération étroites entre les pays voisins sont essentielles.

Une approche intégrée et participative de la gestion de l'eau produira des avantages équitables et durables et nécessite des structures de gouvernance solides. La participation active et la coordination entre les différents groupes de parties prenantes favorisent l'apprentissage et renforcent le processus décisionnel, en aidant à intégrer les programmes de développement aux structures gouvernementales locales et en veillant à ce qu'un soutien approprié soit fourni aux communautés. Cela nécessite également des institutions communautaires fortes pour assurer la responsabilité.

Lier les interventions des projets à des moyens de subsistance, besoins et intérêts spécifiques permet de mieux comprendre l'importance des ressources naturelles et les avantages du développement durable. Des solutions simples, économiques et pratiques aux problèmes locaux encouragent une adoption rapide.

Des stratégies de durabilité doivent être introduites au stade de l'identification de toutes les évaluations de projets. Pour les projets d'infrastructure, cela implique de convenir d'une stratégie de gestion et d'un financement pour la maintenance en cours. Toute entreprise de la communauté doit être renforcée par des projets.

7. Recommandations et voie à suivre

Un renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles est nécessaire au sein du ministère du centre de coordination de l'IDDRSI afin de garantir les besoins de coordination au niveau national. Cela facilitera et généralisera la poursuite du programme de résilience à la sécheresse. Des ressources suffisantes et opportunes sont nécessaires, comme indiqué clairement dans le 7ème domaine d'intervention prioritaire de l'IDDRSI. Le gouvernement et les partenaires de développement sont invités à examiner sérieusement cette question afin de

mieux promouvoir les exigences de coordination appropriées. Le renforcement des capacités sera renforcé afin de mieux partager les informations et les enseignements des différentes institutions impliquées dans la résilience à la sécheresse.

Tous les projets et programmes à venir nécessitent l'intégration d'une évaluation environnementale appropriée (évaluation environnementale stratégique ou évaluation de l'impact sur l'environnement). Les évaluations peuvent porter en particulier sur les aspects suivants: ressources en eau durables, protection des écosystèmes fragiles (mangroves, forêts, zones humides bordant les ouadis propices à l'agriculture), protection de la biodiversité, déplacement, impact sur l'emploi et les métiers.

La communauté internationale et le gouvernement devraient accorder la priorité à la recherche de solutions à long terme pour lutter contre l'insécurité alimentaire chronique, en accordant une attention particulière à l'accès à l'eau, essentiel à la survie de l'élevage et à la préservation des moyens de subsistance des ménages ruraux.

La voie à suivre consiste à mettre en œuvre les recommandations du forum national sur la résilience. La feuille de route est un plan consolidé comprenant des actions concertées visant à réaliser le développement durable du pays. Il reflète les opinions et les analyses formulées lors du premier atelier national et constitue désormais un engagement politique, une orientation et une coordination des interventions pour tous les acteurs impliqués dans le domaine de la résilience dans les communautés rurales. Parallèlement, il permet une synergie rapide et un travail de développement pour une stratégie multisectorielle et vise à assurer la convergence en ce qui concerne les problèmes actuels et futurs de la résilience. La feuille de route établit une synthèse des actions pour continuer à s'engager dans une contribution nouvelle et durable